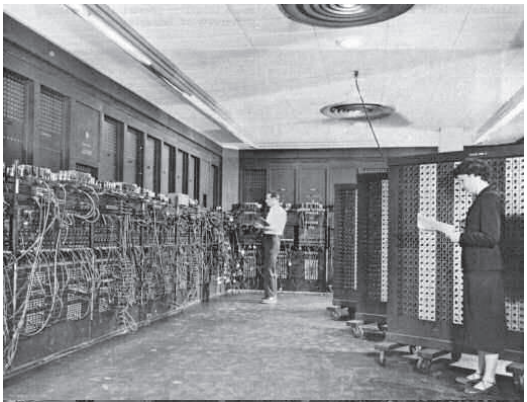
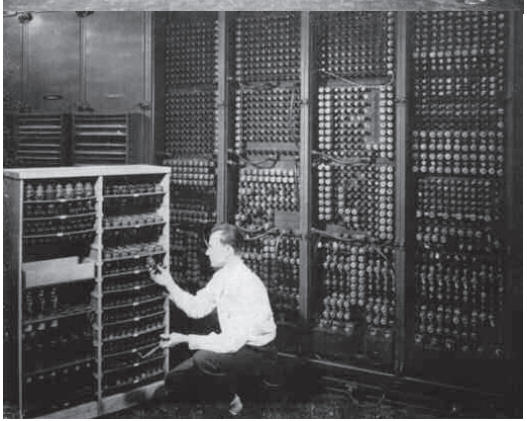




hAckTivisme numérique ?

Ippolita

Il devient rare de lire une analyse des luttes sociales récentes qui ne signale ni ne glorifie le rôle déterminant joué par Internet et en particulier par les réseaux numériques dits « sociaux ». Il semble évidemment difficile de nier que ceux-ci ont augmenté la diffusion de plusieurs annonces et autres comptes-rendus relatifs à toutes sortes de rassemblements. Mais c'est empreints d'un techno-enthousiasme, plus ou moins conscient ou revendiqué, que les médias occidentaux ont généralement commenté des réalités aussi différentes que *15M*, *Occupy*, les diverses composantes de ce qui fut appelé le Printemps arabe ou, un peu plus avant, le mouvement vert iranien[1]. Malheureusement, leurs homologues alternatifs se sont parfois contentés d'appliquer le même vernis technologique. Pourtant, l'un des principaux composants dudit vernis est souvent l'idée que les oppressions sont le fruit de malentendus de communication. Le véritable espoir de transformations sociales inédites résiderait dans l'intensification de la circulation des informations et l'accélération des transactions. Ajoutées à cela, les nouvelles plates-formes regroupées sous le nom de « web 2.0 » feraient, selon leurs apôtres, tomber tous les bâillons.

1. On trouvera par exemple un recueil de sources techno-enthousiastes sur le Printemps arabe à l'adresse suivante : http://socialcapital.wordpress.com/2011/01/26/twitter-facebook-and-youtubes-role-in-tunisia-uprising

Elles permettraient de livrer des informations directes, dispensatrices de vérité et douées d'une efficace politique. Elles seraient les outils de la démocratie réelle, voire l'instrument qui manquait aux révolutionnaires. Pourtant, les murs à abattre ne sont pas, pour la plupart, des pare-feu technologiques, mais bien des obstacles sociaux, politiques et culturels. Quelle que soit l'importance que l'on confère à l'information, celle-ci ne se substituera jamais à l'action. Plutôt que d'ouvrir la bouche pour nous délecter avec l'hostie bénite de la Bonne Nouvelle Numérique, rappelons ce que chantait Gil Scott-Heron : « Tu ne pourras pas rester chez toi, mon frère [...] parce que la révolution ne sera pas télévisée ». Elle n'aura pas non plus lieu sur Facebook !

"Quelle que soit l'importance que l'on confère à l'information, celle-ci ne se substituera jamais à l'action"

LES OUTILS QUI MANQUAIENT AUX RÉVOLUTIONNAIRES ?

Sortons des discours généraux et portons notre regard de l'autre côté de la Méditerranée. Il n'a pas manqué de journalistes pour annoncer que le régime égyptien était tombé à cause de son impuissance face à une insurrection populaire, dont seule l'utilisation d'Internet expliquait l'ampleur inédite. Le renouveau qui avait commencé de souffler en Tunisie devait aboutir à des transformations similaires dans toute la Méditerranée. Pourtant, si l'Algérie ou le Maroc ont bien connu quelques révoltes, aucun mouvement de la même dimension ne put y naître. Le messie technologique y était-il en retard ? À en croire les statistiques, il semble que non. Le pourcentage des personnes inscrites sur Facebook résidant en Égypte et au Maroc est similaire[2]. Un blog techno-enthousiaste égyptien estimait péniblement, en 2010, le nombre de comptes Twitter dans ce pays à 50 000[3]. Sans compter que d'une façon générale, sur Twitter, 25 % des utilisateurs n'ont jamais tweeté, 50 % des utilisateurs ont produit 1 tweet ou moins et 75 % des utilisateurs ont produit 4 tweets ou moins[4]. Et l'on n'évoque pas là le nombre de tweets qui n'ont aucun contenu politique. Derrière les annonces sensationnelles, selon les situations diverses, c'est donc une réalité bien plus prosaïque que l'on découvre. Des vieux dictateurs sans imagination comme Moubarak, ne comprenant probablement rien à ces phénomènes émergents, n'étaient visiblement plus en sécurité, surtout s'ils laissaient à des groupes d'opposition

2. Voir par exemple http://www.socialbakers.com/facebook-statistics

3. Voir http://mohamed-salah.com/2010/11/17/twitter-stats-in-egypt

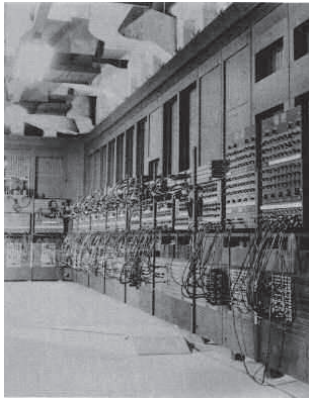
4. Voir http://reyt.net/les-3-raisons-pour-lesquelles-twitter-ne-detruira-pas-les-comptes-inactifs/1775

la liberté de galvaniser l'opinion par tous les moyens possibles pendant des mois. Aujourd'hui, l'Égypte et la Tunisie sont en train de se livrer démocratiquement à des partis qui, contrairement aux régimes précédents, savent très bien surveiller et contrôler le web 2.0.

L'interprétation techno-enthousiaste des événements iraniens soulève plus de doutes encore. La très grande majorité des tweets en persan publiés durant les manifestations iraniennes de juin 2009 émanaient d'Iraniens dissidents en exil qui utilisaient leur profil depuis la Grande-Bretagne ou les États-Unis[5] et pas depuis les rues de Téhéran. En avril 2010, le directeur des nouveaux médias d'Al Jazeera, Moeed Ahmad, s'exprimait ainsi :

> Je crois que Twitter a été trop utilisé, y compris par des chaînes d'information qui ont publié des tweets vidéo sur le sujet, sans vérifier les sources. Nous avons identifié cent sources fiables, dont soixante se sont montrées utiles. Durant les jours qui ont suivi, seulement six d'entre elles ont continué à donner des informations. Je crois qu'il est important de considérer que dans Twitter, 2 % seulement des informations ont une source directe. Tout le reste est re-tweeté. Identifier la source des informations et travailler avec elles, voilà la stratégie qui permet d'utiliser correctement les réseaux sociaux dans l'information[6].

Nous savons encore peu de choses sur le rôle effectif, mais voué à l'échec, de Twitter en Iran, dans le mouvement de protestation vert qui a avorté. Nous n'en saurons probablement pas beaucoup plus dans le futur. La théocratie reste solidement installée et elle est en train de procéder à la purge, y compris technologique, de ses opposant-es. Plusieurs activistes, parmi celles et ceux qui ont réussi à faire entendre leur voix, ont toutefois émis d'importantes réserves quant aux thèses des techno-enthousiastes. Le blogueur et militant iranien Vahid Online a déclaré à plusieurs occasions que l'influence de Facebook et Twitter en Iran a été presque nulle, bien que les Occidentaux



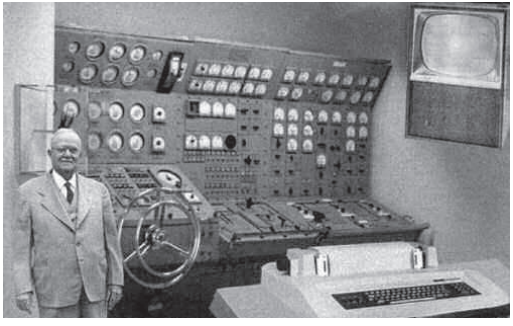
5. Par exemple, Oxfordgirl, utilisatrice de Twitter qui est intervenue des milliers de fois durant cette période en partageant des informations sur les manifestations, est une journaliste iranienne résidant en Grande-Bretagne, dans l'Oxfordshire.

6. Moeed Ahmad, rencontre « Al Jazeera et les nouveaux médias », 27 avril 2010 : http://www.dailymotion.com/video/xd3jl5_al-jazeera-e-i-nuovi-media-l-interv_news

aient eu l'impression de participer à la révolte[7]. Alireza Rezai a quant à lui souligné que la désorganisation totale du mouvement s'accordait mal avec l'idée d'une protestation planifiée à coups de tweets. Le fait que les nouvelles circulent en Occident sur Twitter ne signifie donc pas que les Iranien-nes dissident-es étaient sur Twitter et coordonnaient leur action sur le web 2.0. À l'avenir, il sera plus difficile encore de le faire. Les effets d'annonce ont alerté les censeurs. Le gouvernement iranien, en réponse aux déclarations pro-Twitter des hommes politiques américains et occidentaux, a brutalement recherché toute personne en contact avec les « médias étrangers » et lancé une campagne d'intimidation par SMS et en mettant sur pied des équipes de police télématique.

Ce serait toutefois se leurrer que de s'imaginer qu'il ne s'agit là que de problèmes propres au monde arabe ou aux régimes dictatoriaux. Les États modernes sécuritaires, au Moyen-Orient comme dans le reste du monde, sont en train d'apprendre à cohabiter avec les flux d'informations numériques. Par-delà les rives de la méditerranée, les cadres juridico-légaux et idéologiques sont déjà prêts. Dans le cas des régimes démocratiques, la censure préventive des utilisateurs et utilisatrices ainsi que la suppression des contenus suite à des pressions institutionnelles seront présentées, par exemple, comme une façon de défendre l'intérêt commun contre les discours de haine.

"Les États modernes sécuritaires sont en train d'apprendre à cohabiter avec les flux d'informations numériques"



7. Aujourd'hui réfugié aux États-Unis, il blguait depuis Téhéran en 2009. Voir : http://vahid-online.net

Certains propos pourront être considérés comme constituant une violation des conditions d'utilisation. L'exemple de Rebecca Gomperts, la fondatrice de l'organisation néerlandaise pro-avortement *Women on Waves*[8] l'a bien montré. Dans le cas des régimes totalitaires, les sociétés privées ne trouveront aucun intérêt à protéger l'anonymat des dissidentes (ce qui aurait pour effet de leur attirer les foudres des tenants du pouvoir), surtout s'il s'agit d'utilisateurs qui ne génèrent qu'un faible profit publicitaire.

Ce qui vient d'être dit se pose à contre-courant de l'idée professant que le web 2.0 a été le principal catalyseur des récents mouvements sociaux d'importance. Il est néanmoins possible d'aller plus loin encore en se décentrant du problème de la censure. Car il ne s'agit pas d'affirmer que tout outil n'est, en soi, ni bon ni mauvais et que, dans le cas des réseaux sociaux, leurs effets positifs sont simplement réduits à néant par les menaces et la répression. Nous ne partageons pas l'illusion d'une absolue neutralité des objets techniques et encore moins l'allégation corollaire que tout instrument numérique est, en puissance, libérateur. Mais pour en traiter, plutôt que de dériver sur l'océan philosophique, il faut plonger dans l'aquarium de Facebook. Étrange dispositif que cette nouvelle autoroute de l'information ! L'espace qu'il recouvre paraît si immense qu'on en vient vite à ne plus distinguer ses parois. Ses eaux n'en deviennent pas pour autant effrayantes. Bizarrement, elles révèlent une saveur familière : notre monde s'y retrouve. Y nager provoque même l'agréable impression qu'il est désormais plus simple de nous déplacer là où nous avons toujours habité. Des détails que nous n'aurions pas aperçus apparaissent ; l'horizon semble avoir été repoussé. Pour que ce nouveau regard soit possible, il nous faut toutefois chausser des lunettes bien particulières. Elles nous permettent de tout voir en une seule dimension. Des informations (parfois de simples *stimuli*) de provenances diverses s'entrecroisent d'une manière insoupçonnée. Mais cette vision inédite n'est pas sans conséquence. Le mode d'exposition des contenus réduit les formes de vie dont ils émanent en les soumettant à de rigoureux paramètres à peine négociables. Seule reste une pluie de messages conditionnée par une recherche tyrannique de reconnaissance, sur fond d'exhibitionnisme émotionnel, ainsi que l'exigence d'une transparence radicale.

Les réseaux sociaux numériques doivent leur succès aux possibilités de relation qu'ils offrent : toute personne réelle en est un

8. Au début de cette année, Facebook a fait disparaître une image placée par Rebecca Gomperts sur son mur. Il s'agissait de la reproduction d'un autocollant édité par *Woman on Waves* et destiné, en particulier, aux pays où l'avortement est encore illégal. L'image présentait une manière sûre pour provoquer une interruption de grossesse grâce à un médicament, le Misoprostol, généralement disponible en vente libre et normalement employé dans le traitement des ulcères. La décision de Facebook était justifiée par l'idée que le contenu proposé allait à l'encontre de ses conditions d'utilisation. Le géant du web 2.0 n'a même pas eu besoin de répondre à une pression des pouvoirs publics. Il a fallu un long travail de riposte juridique de la part de l'association pour que Facebook se dédise. Voir notamment : http://www.womenonwaves.org/en/page/2587/internet-campaigns

utilisateur potentiel. Toutefois, ce n'est jamais la personne derrière le compte qui choisit *comment* se mettre en relation avec les autres, mais le fournisseur de services, celui qui exerce le pouvoir que confèrent les paramètres par défaut[9]. Il détermine à sa guise les modalités de fonctionnement de ce monde partagé. Sans compter l'illusion de la diffusion à portée de clic qui conduit souvent au bruit blanc d'un bavardage perpétuel supposé par l'outil lui-même. Que peut-on exposer dans l'espace offert par les cent quarante caractères d'un microblog ou d'un SMS ? Des messages qui s'inscrivent dans un univers de référence hégémonique ou tribal. Des hypertextes naîtront peut-être. Mais n'y espérons rien de véritablement commun. À l'inverse, grâce à ces supports, les messages au fort contenu identitaire, par exemple d'incitation à la haine raciale, se propagent à la vitesse de l'éclair. Facebook, certes, concède un peu plus d'espace que certains de ses homologues. Les possibles interactions qu'il tolère n'en sont pas moins pauvres. « J'aime », j'envoie un court commentaire pour réaffirmer « mon identité », pour reconnaître et me faire reconnaître. Au mieux, je m'indigne à la vue d'un contenu multimédia.

"Il est plus facile de participer en ligne que de s'investir dans une organisation hors-ligne"

Ce qui demeure certain c'est qu'il est plus facile de participer en ligne que de s'investir dans une organisation hors-ligne. L'effort que nécessite la création d'un groupe sur Facebook est radicalement distinct et nettement moindre de celui qu'il faut mobiliser pour faire la promotion du même engagement dans le monde non numérique. Et lorsqu'il s'agit d'affronter la cruelle réalité de l'organisation non virtuelle (les longues discussions parfois stériles, les difficultés d'ordre matériel, les différentes capacités de chacun-e), le sentiment de toute puissance que l'on ressent dans le réseau numérique cède la place à un sentiment de profonde impuissance. Le point fort du militantisme de canapé est qu'il offre un simulacre de participation à l'abri des écrans qui permettent d'accéder à cette expérience de partage, gérée par d'autres pour notre bien. Faire de Facebook un outil révolutionnaire c'est négliger qu'il reproduit des modes de relations et des injonctions sociales que les révolutionnaires s'efforcent de combattre dans la vie réelle ; c'est oublier que le cadre qu'il pose limite bien plus les possibilités d'actions subversives que le monde non numérique. Que les activistes utilisent le web 2.0 et y expriment leurs désirs de transformation sociale où

9. Pour une analyse plus poussée du pouvoir conféré par les paramètres par défaut voir : Ippolita, *J'aime pas Facebook*, Paris, Payot & Rivages, 2012.

y publient les rendez-vous militants qui avant auraient été diffusés d'une autre manière ne changera pas ces pratiques en activisme numérique.

WIKILEAKS ET LA FIGURE DU RÉVOLUTIONNAIRE 2.0

L'affaire WikiLeaks, à l'inverse, dévoile probablement l'exemple le plus évident d'un ensemble de pratiques qui aspirent à des conséquences politiques en n'intervenant qu'à partir du numérique. Malheureusement, la plupart des choses que l'on peut lire à ce propos, y compris certaines analyses libertaires, manquent cruellement de recul critique. Ces prises de position, souvent banales, se contentent généralement d'acquiescer ou de trouver moralement ou politiquement déplacée l'idée de révéler des informations normalement tenues secrètes. Les forces de gauche, en Europe surtout, ont massivement considéré WikiLeaks comme le champion des opprimé-es qui ne craint pas d'affronter les gouvernements corrompus. Les détenteurs du pouvoir, ou les défenseurs d'une position patriotique ou conservatrice, ont plutôt perçu WikiLeaks comme un projet menaçant la diplomatie internationale : il met en péril la vie des soldats des « forces du bien », engagés dans des

opérations de paix et de guerre contre le terrorisme et les « forces du mal », et jette le discrédit sur les institutions.

Pour aller plus loin, rappelons brièvement quelques faits. Le site WikiLeaks, né en 2006, publie sur Internet des documents secrets. Il utilise, jusqu'en 2010, la même interface que Wikipédia (d'où la présence, dans son nom, du préfixe « wiki- ») et se présente comme un lieu où il est possible de déposer anonymement des dossiers de prime importance. C'est le site lui-même qui rend les informations publiques après les avoir filtrées. Au début de cette aventure, pour des raisons de sécurité informatique, les divulgations sur WikiLeaks n'étaient pas sans risque. L'anonymat total ne pouvait pas être garanti. Ce n'est que dans un second temps que l'association s'est dotée de systèmes relativement sûrs. Le site n'obtint toutefois les honneurs de la presse internationale qu'en 2007, lorsque Julian Assange s'en autoproclama rédacteur en chef. Ce dernier est un hacker australien, né en 1971. Ses compétences techniques sont très élevées : il a apporté des contributions tout à fait originales à différents projets de programmation. En 1992, il a aussi été condamné en Australie pour s'être infiltré illégalement dans des systèmes informatiques. Mais il a surtout fait la une des journaux du monde entier, avant et après le *cablegate* de novembre 2010, lorsque WikiLeaks diffusa des câbles diplomatiques secrets (mais non *top secret)* qui révélaient les méfaits de divers gouvernements, principalement du gouvernement américain.

Relativement à la question de la sécurité informatique et des possibilités de censure, WikiLeaks semble l'opposé de Facebook. Il donne l'exemple d'une plate-forme logicielle permettant aux informations de circuler librement et d'une façon sécurisée. Mais tous deux ont néanmoins un point commun dérangeant, dans la mesure où il implique un discret, mais déterminant, engagement. Il s'agit d'appliquer, à une autre échelle, le même projet de transparence radicale[10] : il doit être possible de dévoiler les méfaits des gouvernements, d'épier les mauvais côtés des puissants comme de nos « amis »... Et tout cela pourquoi ? Qu'apprenons-nous de la lecture des millions de documents « secrets » donnés en pâture au public ? Que certaines guerres récentes n'ont, par exemple, pas été menées pour exporter la démocratie, mais pour avoir la mainmise sur le pétrole, l'uranium ou quelques matières premières voir dans un simple but d'hégémonie. Rien de nouveau sous le soleil ! Les affaires de corruption, la violence et les nouvelles sensationnelles

10. Ce réseau social organise sa propagande autour de l'idéologie de la transparence, et même de la transparence radicale : la transparence à l'égard des machines fera de nous des personnes libres. Voir Danah Boyd, *Facebook and radical transparency (a rant)*, http://www.zephoria.org/thoughts/archives/2010/05/14/Facebook-and-radical-transparency-a-rant.html

ne manquaient pas, même avant l'entrée d'Internet dans nos vies. Le changement provoqué par le web 2.0 n'est sur ce point que quantitatif. Grâce à Wikileaks nous sommes toujours plus informés, mais pas moins dépourvus des savoirs théoriques et pratiques qui peuvent nous aider à assouvir nos désirs d'autonomie. Permettons-nous une analogie technique, avec l'actuel enjeu des *Big data*[11]. Le fait de disposer de quantités énormes de données nous montre qu'une masse d'informations dont on ne perçoit plus les limites a plutôt pour effet d'écraser les personnes et de susciter un sentiment d'impuissance qui les empêche de trouver la moindre issue à leurs problèmes. Il est absurde et populiste de penser qu'une plus grande transparence imposée par la délation puisse réellement promouvoir la confrontation démocratique. Les régimes autoritaires comme démocratiques tirent profit de la transparence de leurs citoyens. C'est à qui criera le plus fort pour dénoncer les comportements opaques de l'autre. Il n'en reste pas moins que par ses hauts faits d'armes numériques Assange est publiquement considéré comme un de ces chevaliers sans peur et sans reproche que sont les *hackers*, ces prêtres gardiens d'une technologie libératrice, prêts à défier le système au péril de leur propre liberté. Il y a toutefois là quelques contradictions. La plus évidente est que cette bataille pour la transparence nécessite une organisation semi-secrète, opaque, dotée d'une hiérarchie occulte et représentée par un leader unique, un chef charismatique capable d'attirer l'attention des caméras de télévision et de se battre en duel contre les autres chefs de la planète (les présidents par exemple) dans une logique de guerre médiatique.

Mais revenons plus précisément à l'affaire WikiLeaks. À la suite de la diffusion, le 25 juillet 2010, par le biais de cinq grands organes de presse (*The New York Times*, *The Guardian*, *Der Spiegel*, *Le Monde*, *El País*) des documents sur la guerre en Afghanistan (assassinats de civils, unités spéciales pour tuer les talibans, double jeu du Pakistan, etc.), le nom de Wikileaks nous est devenu de plus en plus familier. Les nouvelles qu'il délivrait se sont succédées pendant des mois, jusqu'en octobre, lorsque le porte-parole allemand de WikiLeaks, Daniel Domscheit-Berg, quitta l'organisation (ou en fut expulsé) à cause de ses différends avec Assange. Ce dernier était sous le coup d'un mandat d'arrêt (qui devint ensuite européen) pour une double accusation de viol en Suède[12]. Le 7 décembre, Assange se livra à la police londonienne. Le jour même,

11. Littéralement les « grosses données », c'est-à-dire les grandes quantités de données. L'expression fait référence à cette masse de données numériques qui devient si volumineuse qu'elle est presque impossible à traiter avec des algorithmes ou des outils de gestion de base de données classiques. Dans le monde de l'informatique actuel, leur analyse est devenue un enjeu fondamental. Qui maîtrisera les *big data* acquerra un pouvoir déterminant dans le monde (numérique) à venir.

12. L'affaire est particulièrement confuse, car les deux femmes qui accusent Assange se connaissent et ont déposé leur plainte en même temps. Les documents de la police suédoise ont été publiés par *The Guardian*, « 10 days in Sweden: the full allegations against Julian Assange », 17 décembre 2010, http://www.guardian.co.uk/media/2010/dec/17/julian-assange-sweden

Bank of America, VISA, MasterCard, PayPal et Western Union bloquèrent les versements destinés à WikiLeaks et gelèrent ses comptes, sous la pression du gouvernement des États-Unis. Assange resta en prison jusqu'au 16 décembre. Presque une année plus tard, le Royaume-Uni accepta la demande d'extradition de la Suède qui voulut continuer les poursuites pour viol contre Assange. Entre temps, aux États-Unis, divers politiciens conservateurs désignèrent Assange comme un ennemi à combattre. Sarah Palin souhaita sa mort et d'autres proposèrent une récompense à qui le capturerait, mort ou vif. Les plus progressistes le considérèrent comme un dangereux terroriste. Celles et ceux qui voyaient leurs affaires entravées par le redresseur de torts numériques voulaient sa tête. Le 19 juin 2012, Assange dut se réfugier à l'ambassade d'Équateur à Londres. Il obtint le statut de réfugié politique deux mois plus tard. Entre temps, le gouvernement britannique avait menacé d'assaillir l'ambassade pour respecter ses devoirs envers la Suède et les États-Unis. L'extradition du *hacker* avait été exigée. Les 15 Pays de l'UNASUR (Union des Nations de l'Amérique du Sud) soutinrent, pour leur part, le « courage » du « petit » Équateur face à l'intimidation impérialiste.

"L'affaire WikiLeaks est une énième manifestation de la Société du Spectacle"

L'affaire WikiLeaks est une énième manifestation de la Société du Spectacle. Elle nous réserve probablement de nouveaux coups de théâtre. Les accusations de viol ont peut-être été montées de toutes pièces, mais à travers ces interventions publiques, on a pu découvrir en Assange une personnalité autoritaire, paranoïaque et intraitable, qui ne supporte pas les contrariétés inhérentes aux relations humaines, engagé comme il l'est dans sa croisade individuelle. En tant que telle la personnalité d'Assange nous importe toutefois peu. Notre propos n'est pas de mener une critique *ad hominem*. Les caractéristiques exposées plus haut recoupent cependant plusieurs aspects des tenants de la suprématie *nerd*[13]. Qui voudrait en savoir davantage peut se référer à son autobiographie, non autorisée, sortie en novembre 2011[14]. Ajouté à la critique des institutions dominantes, il n'est pas étonnant que ce type de représentation laisse apparaître des liens étroits avec un ensemble idéologique qui aimerait réduire le terme d'anarchisme au simple antiétatisme. Les influences d'Assange sont, à ce propos, intéressantes pour qui veut comprendre l'intention de ses actions numériques. Il y fit référence dans l'entrevue qu'il réalisa pour le magazine *Forbes* en novembre 2011. Lui ne se considère pas comme un ennemi du capitalisme global contrairement à l'image que l'on voudrait nous en donner, au contraire. Ses propos sur la question sont extrêmement clairs : les révélations de WikiLeaks servent à améliorer l'information des marchés, parce qu'un marché parfait exige une information parfaite. De cette façon, les personnes sont libres de juger du produit sur lequel s'orienter. Et il continue en déclarant sa foi libertarienne :

> Il n'est pas juste de me rattacher à un seul domaine philosophique ou économique, parce que j'ai beaucoup appris de nombreux domaines. Mais parmi ceux-ci, il y a le libertarianisme américain, le libertarianisme de marché. Quand il s'agit de marchés, donc, je suis libertarien, mais j'ai assez de connaissances politiques et historiques pour comprendre qu'un marché libre débouche sur un monopole, sauf si on le force à être libre. WikiLeaks a été conçu pour rendre le capitalisme plus libre et plus éthique[15].

Dénoncer l'opacité du pouvoir en faveur de la transparence dans une logique capitaliste est pour nous le contraire de ce que devrait être une lutte concrète pour la liberté et l'expansion des sphères d'autonomie personnelle et collective. Les différends au sein de l'organisation et l'incarcération de Julian Assange ont certes conduit à la scission et à la création d'OpenLeaks[16], un projet

13. Jaron Lanier, « The hazard of nerd supremacy », *The Atlantic*, décembre 2010, http://www.theatlantic.com/technology/archive/2010/12/the-hazards-of-nerd-supremacy-the-case-of-wikileaks/68217. Le premier à avoir analysé le phénomène est Patrice Riemens : « Some thoughts on the idea of hacker culture », http://multitudes.samizdat.net/Some-thoughts-on-the-idea-of

14. L'histoire de cet ouvrage est racontée notamment ici : http://www.lemonde.fr/technologies/article/2011/09/22/l-autobiographie-non-autorisee-de-julian-assange_1576145_651865.htm

15. http://www.forbes.com/sites/andygreenberg/2010/11/29/an-interview-with-wikileaks-julian-assange/5

16. Le fondateur en est l'ex-porte-parole allemand de WikiLeaks, Daniel Domscheit-Berg : http://openleaks.org. Il a également reconstruit minutieusement l'histoire de WikiLeaks dans *Inside WikiLeaks. Dans les coulisses du site internet le plus dangereux du monde*, Paris, Grasset, 2011.

encore en développement qui prétend dépasser les incohérences de WikiLeaks. Pour « développer la délation et la rendre plus sûre », OpenLeaks entend se doter d'instruments partagés et gérés d'une façon coopérative par un groupe connu pour ses activités en matière de recueil de données. L'idée n'est pas d'héberger directement les contenus qui arrivent, mais d'offrir des outils technologiques sûrs pour permettre aux détenteurs d'informations d'œuvrer d'une manière autonome, d'éviter une approche explicitement politique d'opposition aux gouvernements et donc, en quelque sorte, de se différencier nettement par rapport au discours des libertariens. Quoi qu'il en soit, il s'agit toujours de délation, de dénonciation et de transparence, ce qui sous-entend que la vérité est unique, dans la mesure où les données parlent d'elles-mêmes. L'idéal implicitement véhiculé est celui d'une société policée et harmonisée parce que tout le monde utiliserait Wikileaks, Facebook et consorts en suivant à la lettre l'injonction de transparence radicale.

Ébauche pour d'autres voies

En ce qui concerne les mouvements sociaux, des alternatives à Facebook et son monde existent bien. Interrogée sur la question, une activiste, impliquée dans le 15M citait l'exemple du réseau N-1 :

> N-1 fait partie de Lorea, une initiative pour développer des réseaux sociaux libres et autogérés qu'a initiée un groupe d'hacktivistes il y a un peu plus de deux ans. Elle part des inquiétudes liées aux limites des réseaux sociaux commerciaux (manque de respect de la vie privée, publicités incessantes, abandon de notre mémoire, censure, etc.) et se concentre sur la création d'outils pour le web 2.0 à partir de logiciels libres, en pensant toujours aux mouvements sociaux. Avec le 15M plusieurs *acampadas* commencèrent à l'utiliser […]. Nous continuons à utiliser [Facebook & co] pour toucher un public massif, mais la coordination interne des assemblées populaires se fait en grande partie grâce à N-1[17].

Qui s'est déjà approché de N-1 sait toutefois que sa pertinence, en tant qu'outil pour les mouvements sociaux, ne pourra jamais faire de lui un Facebook alternatif. Son processus d'élaboration diverge radicalement de ses « homologues » commerciaux. Sa portée

17. Anonyme, « 15M: Recuperación de la esfera pública (entrevista a Marta G. Franco) », *Libre pensamiento*, automne 2011, pp. 28-33, p. 31.

ne sera jamais la même. Est-ce un mal ? S'engager dans la création de technologies qui correspondent à des pratiques et désirs ou qui recherchent la convivialité, plutôt qu'une complexité technique toujours plus haute, implique d'assumer le problème que pose nécessairement une critique sérieuse de l'informatique de la domination : la question de la dimension. Au-delà d'une certaine ampleur, une hiérarchie fixe est indispensable pour « gérer » les rapports entre les êtres. La massification, elle-même, sépare en catégories (de genre, de « race », de ressources, d'âge, de compétences, etc.) qui s'érigent en hiérarchies. Si au lieu de quelques personnes qui entretiennent des relations tout à fait uniques entre elles, dans un espace limité, puis éventuellement se fédèrent à d'autres, on en a des millions agglutinées en un même lieu, la relativité cède le pas à l'homologation.

Plutôt que de raviver le vieux « Que faire ? », dans sa déclinaison léniniste comme dans les autres, déplaçons la question sur un mode libertaire. Demandons-nous « Comment faire ? » Le futur n'est pas encore écrit, l'espace social fourmille d'occasions pour de nouvelles créations radicales, tout est (encore) possible.

Ippolita

Ippolita, *J'aime pas Facebook*,
trad. Isabelle Felici, Payot & Rivages, 2012.
http://www.ippolita.net/fr/jaime-pas-facebook